DOSSIER DE RECHERCHE

Avril1997 • Volume 2, No. 1

La prévision des inscriptions au premier cycle : Un exercice complexe

par Herb O'Heron
Analyste principal, Division de recherche et d'analyse de politiques
Association des Universités et Collèges du Canada

Pendant 17 ans, les inscriptions au premier cycle dans les universités canadiennes ont augmenté régulièrement. Puis, en 1993, le nombre d'inscriptions à temps plein a subitement plafonné aux environs du demi-million et est demeuré relativement stable depuis.

Est-ce simplement une pause dans un schéma de croissance cyclique? Est-ce une indication de stabilité future ou le présage d'un déclin?

Notre analyse débute par l'exploration des facteurs qui influencent l'intérêt pour les études universitaires chez les étudiants au premier cycle à temps plein de 18 à 21 ans, l'âge par excellence où les étudiants entrent à l'université ou font leurs premiers pas dans un programme menant à un grade. La deuxième partie du dossier portera sur la situation des établissements et nous verrons si les étudiants ne sont pas plutôt attirés par d'autres secteurs de l'enseignement postsecondaire.

Commençons par une définition : qu'est-ce que la « demande »? Dans le contexte de la fréquentation des universités, le concept de la demande est tout sauf simple. D'un point de vue statistique,

Points saillants

- Après 20 années d'augmentation, le nombre d'inscriptions au premier cycle s'est stabilisé à 500 000 et y est demeuré depuis 1992.
- Les fluctuations de la fréquentation sont causées par un jeu complexe de facteurs reliés entre eux. Lorsqu'on veut prévoir la demande, il faut prendre en considération tous à la fois les facteurs qui orientent les inscriptions au premier cycle.
- L'évolution actuelle de la participation peut être attribuée à la convergence de nombreux facteurs :
  - la taille du groupement de population des 18 à 21 ans s'est stabilisée;
  - tout en étant sortie de la récession, l'économie s'ébranle lentement et n'a donc pas d'effet important sur le nombre d'inscriptions;
  - la valeur accordée à un grade universitaire a atteint un plateau;
  - les droits de scolarité ont subi une hausse marquée qui constitue un obstacle pour certains étudiants;
  - le revenu familial et la taille de la famille sont tous deux demeurés stables;
  - le taux d'épargne des particuliers a connu une baisse marquée;
  - l'aide aux étudiants est principalement constituée de prêts et les ennemis de l'endettement remettent de plus en plus en question leur décision de fréquenter l'université;
  - les diplômés récents toucheront à peu près le même revenu réel que les diplômés des années 1980.
- En même temps, les futurs étudiants sont inondés de messages contradictoires sur l'utilité d'un grade et les universités éprouvent les effets de plusieurs années de réduction du financement.
- Pris en bloc, ces facteurs font douter que le nombre d'inscriptions augmente notablement dans l'immédiat mais une chute généralisée est également improbable.
- Les schémas de fréquentation ne changeront que si une intervention (des gouvernements, des universités ou d'autres sources) joue en faveur d'un facteur quelconque.

il est extrêmement difficile de déceler quand elle augmente et quand elle fléchit. Une meilleure rétention des étudiants et l'entrée tardive d'étudiants plus âgés compliquent la tâche de déterminer les causes de la croissance des inscriptions. Les stratégies de gestion des universités peuvent susciter une augmentation en même temps que la demande faiblit et peuvent aussi restreindre la croissance dans des périodes où la demande augmente. Donc, le nombre d'inscriptions n'est pas un indicateur satisfaisant de la demande.

La façon la plus simple de mesurer la demande serait de recourir à un ensemble convergent de statistiques. Malheureusement, il n'existe pas de données nationales sur les demandes d'admission. Le Centre de réception des demandes d'admission aux universités de l'Ontario réunit des statistiques pour la province mais des discussions avec les analystes d'établissements ontariens et d'ailleurs au pays suscitent de sérieux doutes sur l'utilisation de statistiques sur les demandes comme indicateurs. Selon les analystes, on n'assiste pas à une chute de la demande mais des facteurs tels que l'augmentation des frais de dossier et une meilleure information sur les conditions d'admission sont responsables de la diminution de demandes fantaisistes et tous azimuts. La série chronologique n'a été rompue que parce que seuls les étudiants les plus sérieux se présentent.

Un autre indicateur — qui n'est pas non plus un équivalent complet de la demande — est le taux de participation, le pourcentage de la population cible qui choisit de fréquenter l'université. L'analyse peut fixer les données statistiques de la demande en termes de variation relative de la participation plutôt qu'en nombres absolus de jeunes gens dans la population ou à l'université. C'est la démarche généralement adoptée pour le présent dossier.

Les tendances démographiques

Dans un ouvrage à succès, le professeur David Foot de l'University of Toronto dit que la démographie est un outil puissant qui peut expliquer « les deux tiers de tout ». Malheureusement, comme il l'explique ensuite, on ne peut prédire le nombre d'inscriptions à l'université de la même façon qu'aux études primaires et secondaires. De fait, les prévisions des inscriptions qui reposent uniquement sur les données de populations sont généralement fausses.

Il est difficile d'établir une relation suivie entre la population et les inscriptions pour le groupe ou « cohorte » des 18 à 21 ans. Depuis 25 ans, il y a eu trois poussées de croissance des inscriptions mais une seule s'est produite pendant la période où la cohorte des 18 à 21 ans augmentait en nombre.

La première phase de croissance, du début au milieu des années 1970, s'est produite parallèlement à la croissance de la population des 18 à 21 ans mais le déclin subséquent de la fréquentation, vers la fin des années 1970, était un revirement puisque la cohorte continuait à augmenter.

La deuxième période de croissance des inscriptions, dans la première moitié des années 1980, a vu la fréquentation augmenter de plus de 20 p. cent malgré le début du fléchissement démographique dans la cohorte des 18 à 21 ans, contrairement à toutes les prévisions et à la grande surprise des administrateurs des universités. Au milieu des années 1980, la population du même groupe a connu la chute la plus marquée de tout le quart de siècle à l'étude et pourtant, il n'y a eu qu'une baisse minimale de fréquentation chez les 18 à 21 ans.

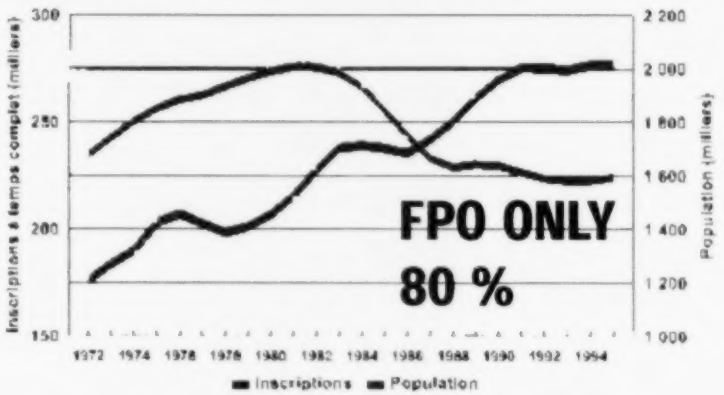
Pendant la troisième poussée de croissance, vers la fin des années 1980, le nombre d'inscriptions a fait un bond malgré une légère diminution de la population. Ces dernières années, la fréquentation et la population des 18 à 21 ans se sont stabilisées et sont demeurées à peu près constantes en 1996.

Au cours des 15 prochaines années (1996-2011), la population de la catégorie des 18 à 21 ans devrait croître de près de 15 p. cent (c'est ce qu'on appelle la génération de l'après baby-boom).

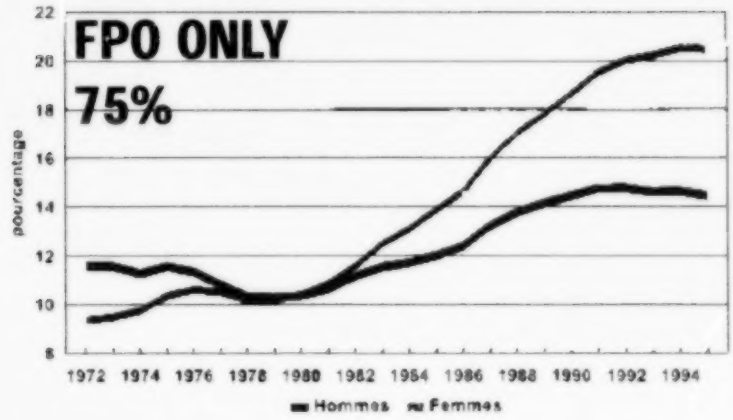
Le taux de participation

Un autre moyen de traiter la même information démographique est

Inscriptions comparées à la population (groupe des 18 à 21 ans)



Taux de participation (groupe des 18 à 21 ans)



d'analyser le taux de participation, c'est-à-dire le rapport entre le nombre d'étudiants et la population du même âge. Depuis 1979, les taux de participation ont augmenté régulièrement, sans rapport avec les fluctuations de la population du même groupe d'âge.

Au début des années 1970, près de 10,5 p. cent de ce groupe d'âge principal fréquentaient l'université, où les hommes étaient plus nombreux. Vers la fin de la décennie, même si la moyenne globale était la même, le taux de participation des hommes et des femmes était à peu près identique.

La participation a ensuite augmenté régulièrement jusqu'à plus de 17 p. cent en 1996. Celle des femmes a connu une remarquable augmentation, jusqu'à 20,5 p. cent, mais elle semble maintenant plafonner. Chez les hommes, l'augmentation a été beaucoup plus lente et s'est stabilisée depuis cinq ans à 14,5 p. cent.

Si les taux de participation demeurent aux mêmes niveaux, la croissance future des inscriptions serait parallèle à la croissance prévue de la population. Mais des facteurs tels que le léger fléchissement actuel de la participation des hommes et le plafonnement de celle des femmes en amènent plus d'un à remettre en question la présomption de taux de participation constants. Si la participation diminuait plutôt de deux points de pourcentage jusque vers 15,5 p. cent, cela contrebalancerait les gains découlant de la croissance de la population et le taux de fréquentation demeurerait au niveau actuel. D'autre part, il pourrait y avoir un regain de participation et les taux pourraient connaître une croissance inattendue, comme celle qui s'est produite au début des années1980. Le scénario réaliste tiendra compte de l'interaction complexe des facteurs qui influent sur l'offre et la demande et que nous allons examiner.

Comprendre la demande

Le plateau actuel de la participation nous rappelle que le milieu universitaire ne peut se fier ni aux mouvements passés de participation ni à la croissance de la population pour prévoir la demande.

Il nous faut maintenant une vue plus ample des diverses dimensions de la demande qui agissent entre elles et influencent les taux de participation, par exemple les cycles économiques et les changements structurels de l'économie, l'évolution des opinions sur la valeur des études universitaires et la question pratique de savoir qui paie.

De même, il est clair que certains facteurs auront un retentissement plus étendu et plus immédiat sur les choix de certains groupes d'étudiants éventuels. La décision de fréquenter l'université ne se prend pas sous l'impulsion du moment. C'est plutôt une démarche reposant sur des valeurs et longuement réfléchie. Beaucoup n'ont qu'à choisir une université mais d'autres doivent se demander s'ils pourront ou non y aller. Pour certains de ces derniers, qui seront peut-être les premiers de leur famille à songer aux études universitaires, la décision demeurera en suspens jusqu'au dernier moment. Ce sont ces étudiants qui déterminent les tendances de la croissance des inscriptions car leur choix est le plus susceptible d'être influencé par les facteurs de la demande que nous décrivons ici.

« L'effet cohorte »

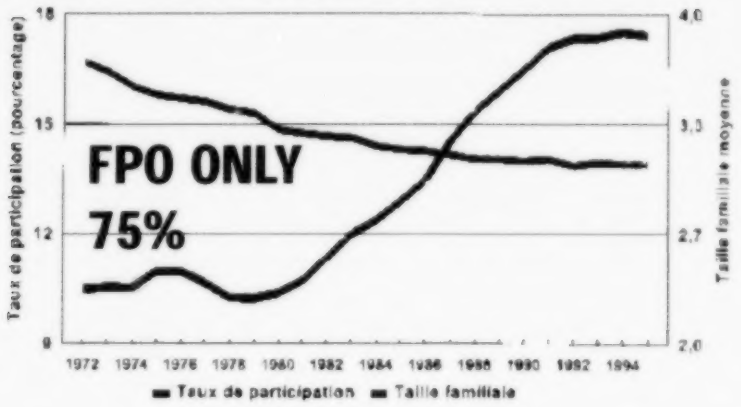
On peut tout de même repérer un lien entre les tendances de croissance de la participation et la taille d'une tranche de population. Cet « effet de cohorte » est relié au nombre d'enfants par cellule familiale. Si les familles ont moins d'enfants, elles ont plus de ressources à consacrer à l'éducation de chacun.

De récentes études inédites du Ministère de l'éducation de l'Ontario* et Développement des ressources humaines Canada** ont révélé que ces variables ont un fort rapport statistique avec les tendances de la fréquentation dans les années 1980. Cependant, elles n'ont guère aidé à expliquer la fluctuation des taux de participation des années 1970.

Dans la présente décennie, la taille du groupe des 18 à 21 ans et le nombre d'enfants par famille se sont stabilisés. On peut donc penser que ces variables

* Une série de quatre documents de travaille sur *The Demand for Postsecondary Education in Ontario.*
** Travaux continus à la Direction générale de la politique stratégique, DRHC.

Taux de participation (groupe des 18 à 21 ans) compare à la taille familiale

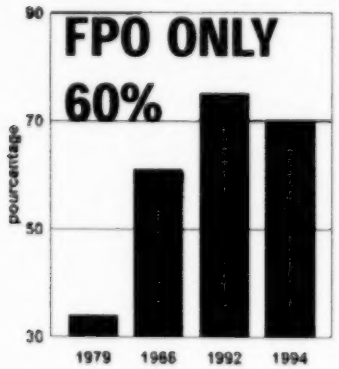


auront un moindre effet sur la croissance des inscriptions à court et à moyen termes tandis que d'autres facteurs sociaux, économiques et politiques prendront plus d'importance.

Les valeurs sociales

Parmi les principaux facteurs qui influent sur la fréquentation comptent les valeurs inculquées aux jeunes dans le processus de socialisation. Il se crée un climat de comportement qui influence leur décision d'aller à l'université. Les amis, les pairs, les membres de la famille, les enseignants et les médias sont des sources d'opinions et d'impressions sur les avantages des études postsecondaires.

Proportion des Ontariens qui considèrent l'éducation postsecondaire comme très importante



Ces dernières années, des sondages de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario auprès d'habitants de la province ont révélé une attitude très positive à l'égard des études universitaires.[1] À la question « À votre avis, jusqu'à quel point une formation universitaire ou collégiale est-elle importante aujourd'hui? », la proportion de répondants qui ont déclaré « très importante » est passée de 34 p. cent en 1979 à 61 p. cent en 1986 et à 75 p. cent en 1992.

Cette attitude de plus en plus positive a sûrement contribué à la hausse appréciable des taux de croissance de la fréquentation pendant la majeure partie de la période, au moment pourtant où la population de la principale cohorte (18 à 21 ans) diminuait rapidement.

Mais la croissance a ses limites. Lors du sondage de 1994, la proportion de répondants qui considéraient la formation universitaire ou collégiale « très importante » est retombée à 70 p. cent. Même s'il s'agit encore d'une forte majorité, elle n'augmente plus et de toute façon, ne pourrait probablement augmenter beaucoup. Par contraste, tout infléchissement futur des perceptions positives pourrait avoir un effet négatif sur la participation aux études universitaires.

Les cycles économiques

L'expansion de l'économie a généralement un effet négatif sur la fréquentation de l'université. L'économie canadienne a subi cinq cycles distincts pendant le dernier quart de siècle. Un schéma semblable se révèle dans la croissance des inscriptions mais en sens inverse : lorsque l'économie piétine, le taux de fréquentation augmente plus rapidement; lorsqu'elle est relancée, la croissance de la fréquentation universitaire ralentit.

On peut attribuer ce rapport inverse au fait qu'en période faste, les jeunes ont un plus large éventail de choix. L'emploi est plus prometteur, du moins dans l'immédiat. En période de récession économique, plus de jeunes sont à l'université parce qu'il y a moins d'emplois sur le marché et que les salaires sont bas; autrement dit, le coût d'option est plus bas.

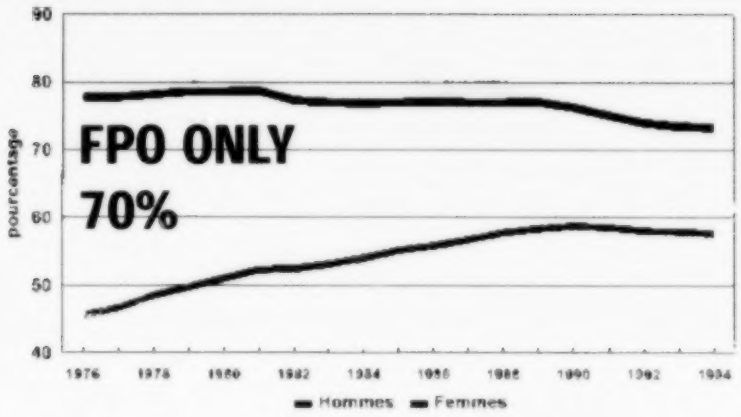
Les cycles économiques continueront de tirailler les taux de participation dans les deux sens. La relance économique qui a suivi la récession de 1992, quoique faible, a sans aucun doute amélioré les perspectives d'emploi pour certains jeunes mais certainement pas au même point que des cycles économiques antérieurs. On peut donc penser que d'ici quelques années, la relance économique et la croissance qui se poursuivront auront un effet légèrement négatif sur les taux de participation.

La mutation structurelle

La restructuration de l'économie canadienne qui se poursuit depuis 25 ans a eu des répercussions claires sur la demande pour les études universitaires : négatives vers la fin des années 1970 et positives depuis le milieu des années 1980.

Dans le premier cas, le bond économique a créé des milliers d'em-

Taux d'activité de la main-d'oeuvre



plois stables et bien rétribués, surtout ceux à prédominance masculine du secteur manufacturier, attirant beaucoup de diplômés des écoles secondaires qui auraient pu aller à l'université. La fréquentation des universités a diminué, particulièrement du côté des hommes. Mais les emplois industriels ont disparu avec la récession de 1982 et n'ont pas refait surface lors de la reprise subséquente ni dans le plus récent cycle économique. Pour les travailleurs qui n'ont pas de formation postsecondaire, les occasions d'emploi n'ont jamais regagné les sommets de la fin des années 1970.

Depuis le milieu des années 1980, la croissance de l'économie canadienne a été concentrée dans le secteur des entreprises à base de connaissances spécialisées. De 1990 à 1995, il y a eu 200 000 emplois de plus pour des diplômés d'université et 300 000 de moins pour les travailleurs de 25 à 44 ans qui n'avaient qu'un diplôme d'études secondaires. Dans un milieu qui compte de plus en plus sur la matière grise, où la plupart des nouveaux emplois sont destinés à des diplômés d'université ou de collège, les jeunes devraient se sentir fortement poussés à continuer leurs études.

L'impact de la mutation structurelle est amplifié par la présence toujours croissante des femmes dans la population active. De 45 p. cent en 1976, la proportion de femmes en âge de travailler qui sont employées est passée à 58 p. cent en 1989 et n'a pas fléchi depuis. De son côté, la proportion d'hommes dans la main-d'oeuvre est demeurée relativement constante de 1976 à 1989 (entre 77 et 79 p. cent) quoiqu'elle soit tombée de cinq points de pourcentage pendant la première moitié de la présente décennie.

Aujourd'hui, beaucoup plus de postes de débutants exigent des études postsecondaires, particulièrement dans les secteurs où les femmes ont toujours été concentrées. Par exemple, l'enseignement et les soins infirmiers nécessitent aujourd'hui un grade universitaire tant pour l'entrée dans la profession que pour l'avancement. Bon nombre d'occasions d'emploi pour les travailleurs sans diplôme postsecondaire semblent se trouver dans les secteurs depuis toujours occupés par les hommes tels que les métiers de la construction. De fait, la main-d'oeuvre compte deux fois plus d'hommes que de femmes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires.

On ne sait pas si ce changement structurel aura plus tard l'effet puissant qu'il a eu au milieu des années 1980, lorsque le secteur des compétences spécialisées a littéralement explosé. Son degré d'influence dépendra de la capacité de ce secteur de continuer à croître aussi rapidement.

Des messages contradictoires

Comme nous l'avons vu, le marché du travail lance un message clair : dans une économie fondée sur les connaissances, un diplôme donne accès aux bons emplois.

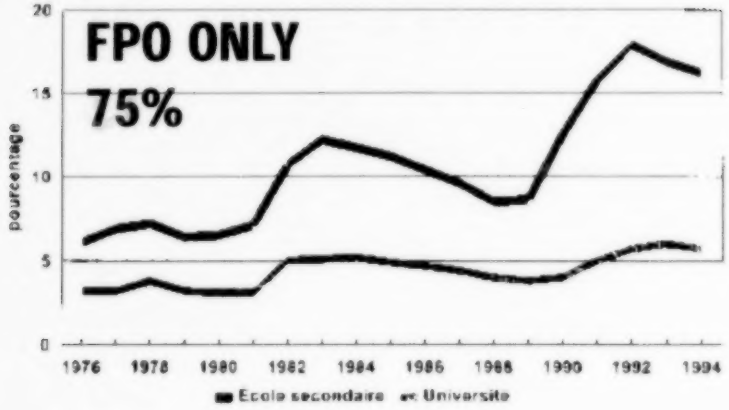
Mais ces jours-ci, le message est contredit par d'autres signaux économiques, plus pessimistes ceux-là. D'un côté, l'étude de l'IEPO révèle des messages positifs sur le marché du travail : en 1994, près de 80 p. cent des répondants à ces sondages pensaient que « le pourcentage de postes pour lesquels les employeurs exigeront un grade ou un diplôme ira en augmentant »,comparativement à un peu moins des deux tiers des répondants en 1986.

Ces impressions sont corroborées par des études qui montrent qu'une proportion toujours grandissante de nouveaux postes exige des niveaux plus élevés d'études postsecondaires. Selon l'une d'elles[2], plus de la moitié des postes créés entre 1990 et l'an 2000 nécessiteront 16 années d'études et de formation.

Mais il y a aussi des messages négatifs. On trouve des exemples de polarisation des emplois en « bonnes » et « mauvaises » catégories. Selon la même étude, près de 40 p. cent des nouveaux postes nécessiteront moins de 12 années d'études et de formation.

Rien d'étonnant à ce que les jeunes entendent des messages contradictoires. Même les diplômés d'université, ou les industries qui les emploient, ne sont pas

Taux de chômage selon le niveau de scolarité (groupe des 25 à 44 ans)



à l'abri des ralentissements économiques comme le prouve le niveau de chômage que les diplômés récents ont connu lors de la récession de 1992.

Les diplômés courent tout de même moitié moins de risques de chômer que leurs concurrents de l'école secondaire. Le taux de chômage des titulaires d'un baccalauréat de 25 à 44 ans est demeuré à plusieurs points de pourcentage au-dessous de celui des diplômés de l'école secondaire pour la plupart des 20 dernières années. Et depuis 1993, fin de la dernière récession, le taux de chômage des diplômés d'université a diminué plus rapidement que celui des diplômés des écoles secondaires si bien qu'en 1995, il était de 12 p. cent chez ces derniers, près du double de celui des diplômés d'université (7 p. cent).

Néanmoins, tout n'est pas si positif. Le nombre de diplômés d'université sans emploi est beaucoup plus élevé que dans le passé. Il y en a eu plus de 90 000 au milieu de la dernière récession. Et même si leur nombre dépasse tout juste les 80 000 aujourd'hui, il faut le comparer à quelque 25 000 au milieu des années 1970. De fait, le taux de chômage en 1995 était d'environ 5 p. cent chez les diplômés de 25 à 44 ans comparativement aux taux courants de 3 à 4 p. cent des années 1970. Le gonflement des chiffres est largement à l'image de la croissance phénoménale de la fréquentation de l'université depuis deux décennies.

Au chapitre du revenu, il y a toujours un lien solide entre le degré d'instruction et le salaire. Le revenu moyen des bacheliers de 1990, deux ans après leur sortie de l'université, s'élevait à 30 000 $. En comparaison, les diplômés des écoles techniques gagnaient 25 000 $ et ceux des écoles de métiers ou de formation professionnelle, 21 000 $. Le revenu moyen des personnes de 20 à 29 ans n'ayant ni grade, ni diplôme ni certificat était de 13 600 $. De plus, le revenu moyen des diplômés d'université n'a pas souffert de la dernière récession tandis que celui des diplômés des écoles secondaires a diminué.

Mais selon des études récentes [3], la capacité de gain des diplômés d'université faiblirait. Une étude de Statistique Canada fondée sur l'Enquête sur le revenu du ménage a révélé que le revenu réel a diminué avec le temps pour les diplômés comme pour les non diplômés. Même si ces résultats sont contredits par les enquêtes nationales auprès des diplômés selon lesquelles les diplômés des universités ont conservé leur avantage, l'absence de croissance appréciable du revenu pourrait décourager des étudiants éventuels de continuer, surtout ceux qui devront se résigner à s'endetter plus lourdement pour financer leurs études.

Un autre facteur qui contribue à brouiller les messages que les jeunes reçoivent est le sentiment d'insécurité qui règne chez les employés et les diplômés récents. Selon l'Enquête sociale générale de Statistique Canada pour 1994, près du quart des employés interrogés ont déclaré que le spectre de la perte d'emploi ou de la mise en disponibilité avait été une source d'inquiétude et de stress supplémentaires pendant les 12 derniers mois.

En outre, une étude auprès d'un groupe type effectuée pour Développement des ressources humaines Canada (Harley) a fait conclure que l'emploi « permanent » n'est plus une réalité sur laquelle les diplômés peuvent compter; nombreux sont ceux qui font plutôt face à une suite d'emplois contractuels et à temps partiel et d'ailleurs, l'Enquête sur la population active montre que l'emploi à temps partiel chez les diplômés récents a doublé depuis cinq ans. Par contre, une bonne partie de la croissance du nombre d'emplois à temps partiel des diplômés récents vient du fait que certains travaillent à temps partiel tout en continuant d'étudier à temps plein et non d'une croissance du nombre de diplômés incapables de trouver un emploi à temps plein.

Ce dernier point ressort mieux de l'Enquête nationale auprès des diplômés de Statistique Canada. À chaque année d'enquête (1984, 1988, 1992), une proportion relativement constante de

diplômés (9 à 10 p. cent) travaillaient à temps partiel deux années après l'obtention du diplôme. De plus, l'Enquête sur la population active montre que la croissance des emplois à temps partiel chez les diplômés récents a diminué de façon notable et est même retombée au niveau de 1992 pour les diplômés âgés de 20 à 24 ans.

Le message se complique encore à cause de l'inégalité des chances d'emploi à travers le pays. Certains diplômés font face à des perspectives lugubres pour l'immédiat, même dans un milieu où les possibilités sont relativement bonnes en général.

Les préoccupations publiques

Il n'est peut-être pas étonnant que les perceptions au sujet des possibilités d'emploi révélées dans les sondages d'opinions contrastent avec les bienfaits vantés par les statistiques. Encore une fois, le sondage de 1994 de l'IEPO (*Public Attitudes Towards Education*) est instructif. Il révèle que le grand public croit que les diplômés récents courent autant de risques de chômer que les non diplômés. Et selon une étude fédérale de 1996 sur la jeunesse, *Prendre l'avenir en charge*, beaucoup de jeunes sont déçus des perspectives d'emploi, même les diplômés. Ces changements d'attitude auront probablement quelques effets négatifs sur la fréquentation de l'université.

À peu près tout le monde connaît des diplômés qui sont sans emploi ou sous-employés. De tels cas préoccupent le public et sont souvent rapportés dans les médias. Des statistiques sèches, déconcertantes et confondues [4] ne peuvent produire le même effet que des témoignages personnels et plus sensationnels de problèmes. L'intervention des médias avive l'inquiétude du public et renforce chez lui des perceptions erronées.

À la longue, de telles perceptions peuvent influencer plus que la réalité la décision de poursuivre des études. Et à mesure que les perceptions changent, change aussi le sens des pressions que la famille et les amis exercent sur les jeunes. Du moins parmi ceux qui sont les moins certains de retirer les avantages escomptés, le revirement des perceptions publiques et l'attention des médias aux problèmes d'un pourcentage relativement faible de diplômés pourraient faire pencher la balance contre l'université.

D'autre part, il n'est pas prouvé que les messages contradictoires sont dangereux pour la décision de fréquenter l'université. Il y a encore un large consensus sur le fait que la formation postsecondaire est nécessaire pour avoir accès aux meilleurs emplois des paliers supérieurs de services et du secteur manufacturier et sur le fait que la plupart des diplômés trouvent un emploi satisfaisant et que leur satisfaction augmente avec leur expérience du travail. On se livre à beaucoup d'autres études[5] qui devraient apporter des messages plus clairs sur les avantages possibles et les récompenses intrinsèques de l'accession à un diplôme. Faire largement connaître les résultats de ces études devrait contribuer à atténuer les effets que les messages contradictoires ont créés ces dernières années chez les jeunes.

Perte de revenu

Si l'on n'étudie pas, l'autre choix est le travail et l'élément le plus important du coût total que doit supporter le futur étudiant est l'absence de revenu d'un emploi : le coût d'option.

Selon un rapport récent de l'OCDE[6], le salaire relatif des jeunes Canadiens (avec et sans diplôme), comparé à celui de cohortes plus âgées de travailleurs, a chuté radicalement à la fin des années 1970, s'est stabilisé vers le milieu de la décennie suivante et a de nouveau diminué au début de la présente.

En abaissant le coût du choix de l'université, la baisse des salaires d'il y a 20 ans a contribué à la croissance inattendue du taux de fréquentation de l'université au début des années 1980. De même, la stabilisation des salaires relatifs dans les années 1980 a été un facteur de celle des taux de participation que les universités connaissent aujourd'hui. La très récente chute des salaires relatifs des jeunes devrait exercer une pression à la hausse sur le taux de participation.

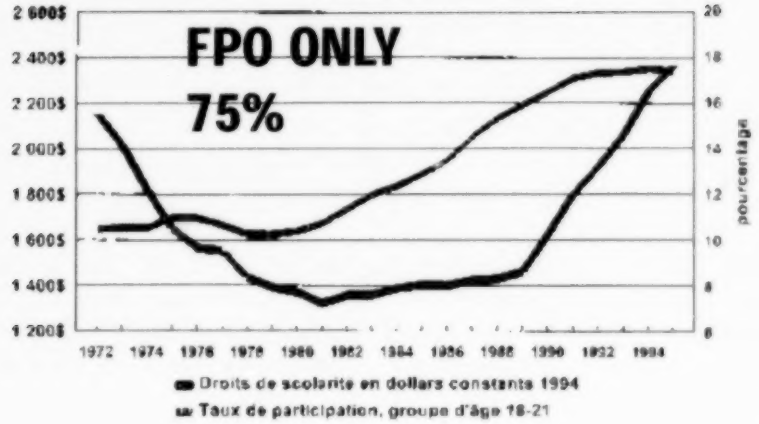
En outre, la présence des jeunes dans la main-d'oeuvre à temps plein a aussi diminué, passant de près de 45 p. cent à tout juste plus de 30 p. cent. Relativement moins d'emplois et des salaires plus faibles sont nettement une indication que le coût de l'option de fréquenter l'université est passablement en baisse. En même temps, l'écart salarial entre les diplômés d'université et ceux de l'école secondaire s'accentue. Donc, l'avantage relatif des diplômes augmente juste au moment où le coût de l'option de fréquenter l'université diminue. Si les autres facteurs demeurent constants, la conjoncture devrait persuader relativement plus d'étudiants de s'inscrire.

Le coût de l'université

La décision de faire des études universitaires dépend aussi des frais directs que cela entraîne et de la capacité de chacun de financer ses études et de rembourser la dette accumulée.

Dernièrement encore, le coût des études universitaires semblait avoir peu d'effet sur le taux de participation. À la fin des années 1970, les coûts de scolarité réels ont diminué mais le taux de

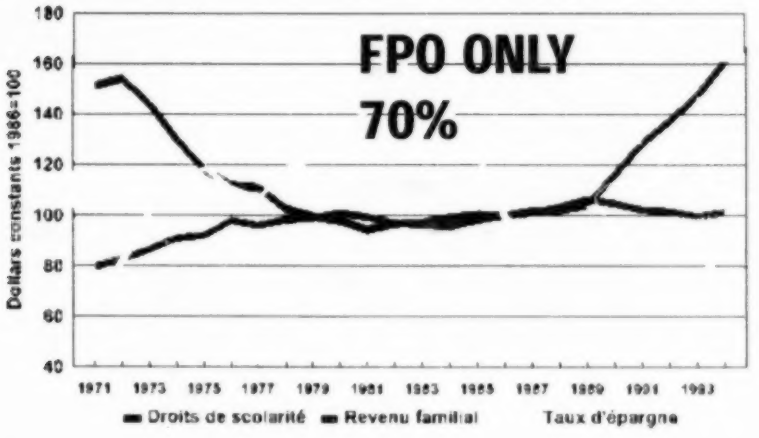
Droits de scolarité en dollars constants 1994



participation en a fait autant. Pendant les années 1980, les droits de scolarité ont augmenté au-delà de la hausse du taux d'inflation et pourtant, le taux de participation a grimpé en flèche. Il a continué d'augmenter au début des années 1990, au moment de la flambée des droits de scolarité mais il a ensuite plafonné pendant que les droits de scolarité continuaient d'augmenter.

Les perceptions et le spectre d'une augmentation des coûts peuvent avoir encore plus d'effet que de vraies hausses. Dans les années 1970, lorsque les coûts réels diminuaient, l'impression qu'ils augmentaient ne posait pas problème. Non plus pour la meilleure partie des années 1980, lorsque les coûts de scolarité réels suivaient le rythme de l'inflation. Mais dans la présente décennie, non seulement les droits de scolarité ont-ils augmenté radicalement, les déclarations publiques de chefs politiques ont aussi contribué à répandre l'impression que les étudiants allaient devoir payer encore plus cher à l'avenir. En 1995, une grande université est allée jusqu'à insérer une annonce dans un grand quotidien pour calmer dans le public la crainte montante que les droits de scolarité étaient sur le point de doubler, quand en réalité l'augmentation se situait autour de 10 p. cent.

Droits de scolarité comparés au revenu familial et au taux d'épargne



Mais les droits de scolarité ne sont qu'une des nombreuses dépenses auxquelles les étudiants font face. Ils doivent aussi acheter des livres et du matériel de cours, se nourrir, se loger et se déplacer pour aller à l'université.

Dans le passé, les étudiants se sont traditionnellement débrouillés en conjuguant leurs propres gains, l'aide des parents, des bourses d'études et des prêts. Le scénario était raisonnable vers la fin des années 1970 et le début des suivantes, lorsque les économies personnelles et les revenus familiaux étaient à la hausse. Mais depuis 1985, le taux d'épargne des particuliers a plongé et les revenus familiaux ont diminué dans la présente décennie. Aujourd'hui, la famille moyenne trouve les temps plus durs financièrement et a de plus en plus de mal à aider un enfant à fréquenter l'université.

Beaucoup de jeunes essaient de s'en tirer en prenant un emploi à temps partiel. La proportion de ceux qui le font, qui était d'environ le quart des étudiants à la fin des années 1970[7], a plafonné à un peu plus de 40 p. cent depuis 1990. Malheureusement, on en sait moins sur leurs gains réels. On sait toutefois que les gains moyens de tous les travailleurs à temps partiel ont considérablement diminué. Étant donné que le réservoir de jeunes travailleurs à temps partiel comprend surtout des étudiants à temps plein (80 p. cent) on ne risque rien à présumer que leur revenu a aussi diminué. Donc, les étudiants sont peut-être moins en mesure de financer leurs études universitaires par le travail à temps partiel.

Le changement le plus important qui vienne d'affecter les finances des étudiants a été la suppression de la plupart des programmes provinciaux de subventions et leur remplacement par ce qui est

pratiquement un système d'aide entièrement composé de prêts. Certains étudiants ont constaté des hausses de coûts réels de plus de 3 000 $ par année depuis le début de la décennie.

La mesure, jointe à l'augmentation du plafond hebdomadaire des prêts fédéraux et provinciaux en 1994, a entraîné de fortes hausses de l'endettement des étudiants. On estime que la dette moyenne à la diplomation passera de 8 700 $ qu'elle était en 1990 à 25 000 $ en 1998.

Des choix politiques

Quelles conséquences la hausse des droits de scolarité et la réduction des bourses aux étudiants nécessiteux ainsi que la réduction apparente des ressources venant de la famille et du travail ont-elles eu sur la fréquentation? D'un côté, les étudiants semblent rajuster leur choix d'université. Des données tirées de diverses enquêtes des établissements et du Centre de réception des demandes d'admission aux universités de l'Ontario montrent que ces dernières années, la proportion d'étudiants qui vivent avec leurs parents ou fréquentent une université plus près de chez eux a légèrement augmenté. Évidemment, cela crée des possibilités d'expansion pour certaines universités et des maux de tête pour d'autres.

D'autre part, comme l'ont conclu Finnie et Schwartz[8], l'évolution du coût des études universitaires (et par extension, celle des ressources sur lesquelles les étudiants peuvent compter) ne changera pas la décision de la plupart de fréquenter l'université mais affectera les étudiants pour qui le choix entre le travail et l'université est difficile. Le recteur de l'University of Western Ontario, Paul Davenport, a noté dans ses commentaires sur l'ouvrage de Finnie et Schwartz que « si le gouvernement réduit ou plafonne arbitrairement sa contribution aux prêts étudiants, cela réduira inévitablement l'accès aux études postsecondaires ». D'un point de vue ou de l'autre, il ne semble guère douteux qu'une évolution récente des coûts nets aurait contribué à ralentir la croissance de la fréquentation.

Désormais, le jeu réciproque entre les coûts et l'emploi pourrait déterminer beaucoup plus largement les schémas de fréquentation. Il est intéressant d'observer les récentes mesures que le gouvernement fédéral a prises pour encourager les jeunes à poursuivre leurs études. Le budget de 1997 comporte des améliorations notables aux programmes d'aide aux étudiants, notamment des augmentations des crédits d'impôt pour études et droits de scolarité; un meilleur traitement fiscal du régime enregistré d'épargne-études; un plus long délai pour les étudiants qui ont de la difficulté à rembourser leurs prêts et la recherche publique d'autres options de remboursement. Cependant, l'effet de ces changements ne se fera peut-être pas sentir avant quelques années. Le gouvernement n'a pas augmenté les subventions aux étudiants les plus nécessiteux, aide qui serait pour eux un encouragement plus direct à fréquenter l'université.

Il est clair que les facteurs qui influencent la fréquentation des universités sont à la fois nombreux et complexes. Même si l'on pouvait exprimer tous les facteurs de demande dans une formule, ce serait encore un prédicteur limité des taux d'inscription ou de participation car les universités ne peuvent tout simplement pas inventer des places pour tous ceux qui en exigent.

De plus, chaque université joue un rôle propre dans le système d'enseignement postsecondaire de sa province. Certaines sont hautement sélectives et reçoivent beaucoup plus de demandes qu'elles n'ont de places. D'autres accueillent une gamme plus variée d'étudiants et sont donc beaucoup plus sujettes à voir la demande fluctuer. Mais toutes ont des capacités, humaines et matérielles, limitées. Les niveaux réels d'inscriptions sont donc non seulement fonction de la demande mais encore de la quantité de places que chaque université et l'ensemble du système peuvent fournir d'une année à l'autre.

Les obstacles à la croissance

Pour les universités, l'époque des grands projets d'immobilisation pour répondre à la demande est révolue. Frappées de réductions massives de l'aide gouvernementale, elles ont adopté une stratégie de gestion des inscriptions dans le but de faire correspondre la demande et leur capacité d'y répondre.

Le fil de la variation d'une année à l'autre des inscriptions dans chaque université est perdu dans les données agrégées pour l'ensemble du système. Toutefois, l'analyse des données des établissements révèle des variations substantielles au cours des 15 dernières années.

Même durant les années 1980, de 10 à 20 p. cent des établissements ont connu des baisses du nombre d'inscriptions une année ou l'autre. Dernièrement, le phénomène s'est accentué : à chacune des quelques dernières années, les demandes ont diminué dans près de la moitié des universités.

Les données provisoires des inscriptions de l'automne 1996 révèlent que 21 universités ont connu des hausses de plus de 1,5 p. cent et 22, des baisses de plus de 1,5 p. cent, tandis que les inscriptions demeuraient stables à 28 autres, dans

une marge étroite de plus ou moins 1,5 p. cent.

Jamais autant d'établissements n'avaient connu de baisse et pourtant, les inscriptions au premier cycle à temps plein sont relativement stables. Une explication de ces tendances concourantes est que l'ensemble du système atteint un état d'équilibre qui est une barrière inhérente à la croissance, à mesure que de nombreux établissements atteignent une taille optimale dans les conditions existantes.

Faire face aux compressions

La notion de taille optimale sous-entend qu'on doit faire des compromis pour faire correspondre au mieux les demandes des étudiants et les ressources humaines et matérielles de l'université (salles de cours, installations de recherche, professeurs, etc.).

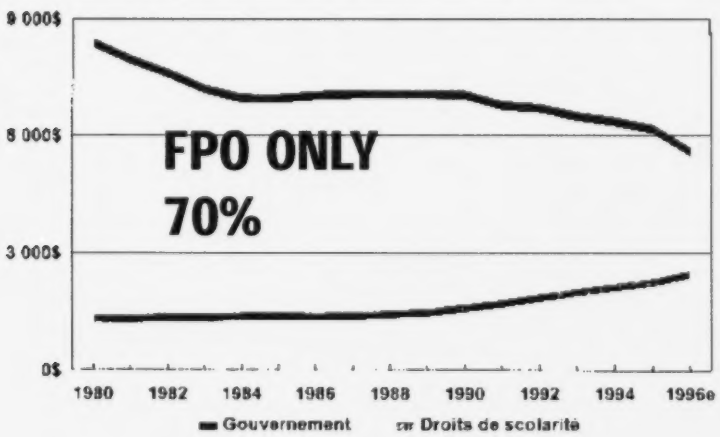
De ce point de vue, la réduction du financement public au cours de la dernière décennie a gravement entravé la capacité des universités de répondre à la demande.

Au début des années 1980, le gouvernement fournissait environ 85 p. cent des fonds d'exploitation des universités, le reste venant des droits de scolarité et d'autres sources. Les compressions subséquentes des dépenses gouvernementales ont transformé le tableau. Entre 1980 et 1995, le financement public a diminué de plus de 25 p. cent par étudiant (en dollars constants de 1986) et ne représente plus que 70,5 p. cent des fonds de fonctionnement. Ces fortes réductions empêchent beaucoup d'universités de planifier une croissance continue.

Il est improbable que le contexte politique s'améliore suffisamment à court terme pour renverser les compressions. Dans une économie en expansion, lorsque les recettes fiscales augmentaient, les gouvernements pouvaient se permettre d'investir dans l'enseignement universitaire. Dans les années 1960 et 1970, l'État visait à augmenter son investissement dans les études universitaires et à susciter les retombées économiques et sociales concourantes. Puis, les temps durs ont entraîné un virage des priorités qui s'est traduit par une offensive concertée contre le déficit et la réduction du financement public des universités.

Le moyen terme paraît considérablement plus rose car plus de provinces devraient réaliser des surplus. Elles chercheront alors des moyens de soutenir la croissance, par exemple en investissant dans le capital humain par l'éducation. Le gouvernement fédéral, qui a annoncé récemment la création de la Fondation canadienne pour l'innovation, commence aussi à reconnaître qu'il est de plus en plus important d'investir dans la population et dans l'enseignement supérieur.

Revenus généraux de fonctionnement en dollars constants 1986 par ÉTP



Les stratégies de gestion

Pour faire face à la réduction de l'aide gouvernementale, les universités ont adopté de nouvelles méthodes pour équilibrer l'offre et la demande.

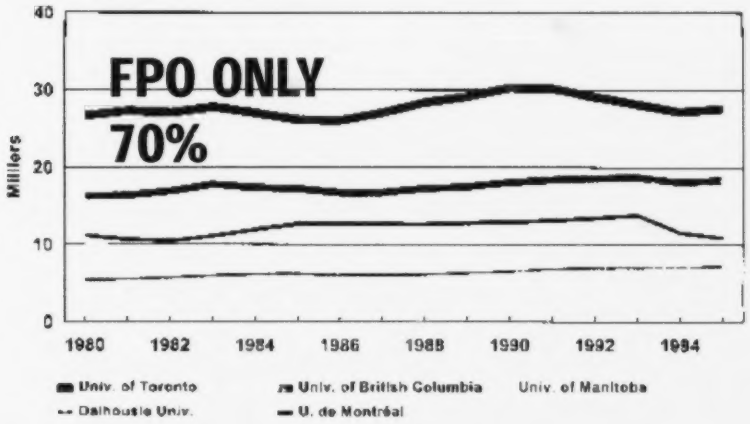
Dans d'autres décennies, on répondait à l'augmentation de la demande en élargissant les installations. Les dépenses d'immobilisations à cette fin suivaient le schéma inégal de la croissance de la participation : de brèves poussées de croissance qui utilisaient les nouvelles capacités, suivies par un plafonnement du nombre d'étudiants pendant quatre ou cinq ans.

Plus récemment, les réductions de financement ont forcé les universités à essayer d'utiliser plus rationnellement leurs installations. Mais il y a une limite à l'efficience. Un jour vient où la capacité maximum est atteinte, de même que l'efficience maximum et qu'il n'est plus possible ou souhaitable que la fréquentation continue d'augmenter.

Les universités peuvent alors adopter une deuxième stratégie d'adaptation : fixer la limite du nombre d'inscriptions à un niveau acceptable pour les installations existantes. Les données montrent que certaines l'ont fait.

Beaucoup de grands établissements (plus de 8 000 étudiants) ont atteint une taille qu'ils estiment apparemment idéale. Plus grand est l'établissement, moins il est probable qu'il soit en phase de crois-

Inscriptions à temps complet au baccalauréat dans certains établissements de grande taille



sance. De fait, 10 des 14 établissements à croissance la plus lente, ceux où elle se situait en moyenne entre -0,2 et 1,9 p. cent par année depuis 15 ans, comptaient plus de 8 000 étudiants en 1980.

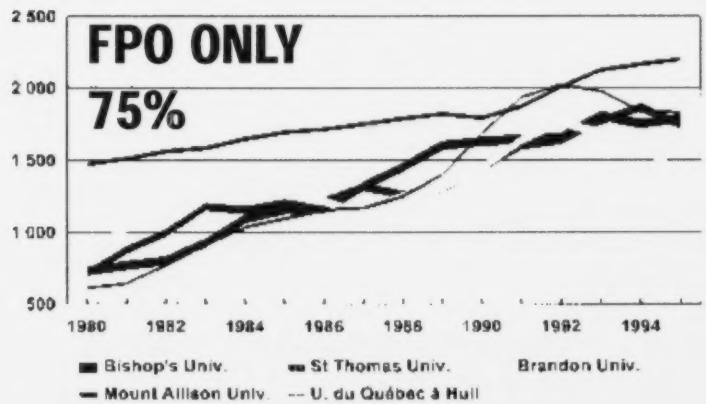
Beaucoup des plus petits établissements (moins de 2 500 étudiants) semblent aussi avoir atteint une taille qui leur semble optimale. Même s'ils ont généralement grandi plus vite que d'autres, beaucoup plafonnent lorsqu'ils atteignent 2 000 à 2 500 étudiants. Par exemple, sur les 21 établissements qui ont plus que doublé de taille, la plupart (17) avaient moins de 2 000 étudiants en 1980 et 15 d'entre eux n'y étaient pas encore en 1995.

Ces stratégies tiennent compte du fait que la croissance continue n'est pas toujours possible et que l'équilibre — un niveau possible à maintenir — peut être un but valable.

Un autre choix stratégique a été l'augmentation des droits de scolarité. Dans le passé, la politique gouvernementale faisait en sorte que le niveau des droits était gelé, pour faciliter l'accès au plus grand nombre, ou encore n'augmentait qu'au rythme du coût de la vie. Mais les gouvernements provinciaux ne visent plus autant l'accessibilité et depuis les années 1980, on a permis (ou même prescrit) que les droits augmentent à un niveau supérieur à l'inflation.

Mais augmenter les droits de scolarité signifie marcher sur des oeufs. En se fiant davantage aux revenus des droits de scolarité, les universités deviennent également plus sensibles aux fluctuations de la fréquentation. La hausse des droits fait réfléchir au prix. Toute baisse du nombre d'étudiants qu'elle entraînerait pourrait annuler les gains réalisés par l'augmentation. De fait, certaines universités font face à une baisse de revenus à la fois de subventions et des droits de scolarité, deux effets qui peuvent agir l'un sur l'autre car dans certaines provinces, le montant des subventions de fonctionnement est encore lié au nombre d'inscriptions.

Inscriptions à temps complet au baccalauréat dans certains établissements de plus petite taille



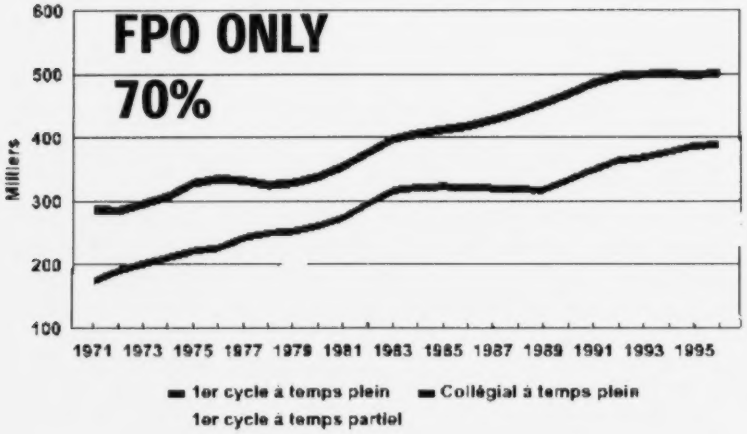
Le choix d'études postsecondaires

Notre analyse de la demande et de l'offre ne serait pas complète sans un examen pour savoir si le plafonnement des inscriptions à temps plein est causé par le choix d'autres secteurs d'études postsecondaires. Par exemple, les étudiants se tournent-ils vers le temps partiel ou vont-ils s'attrouper dans une autre partie du système? D'après les données, ce n'est pas le cas.

On ne peut expliquer le plafonnement récent des inscriptions au premier cycle à temps plein par l'hypothèse d'un virage massif vers les études à temps partiel. De fait, la participation au premier cycle à temps partiel a diminué chaque année depuis quatre ans, passant d'un sommet de 274 000 en 1992 à tout juste 212 000 en 1996 (le même nombre d'étudiants à temps partiel qu'en 1980).

Une autre explication souvent entendue est que les étudiants se tournent en nombre toujours croissant vers les col-

Total des inscriptions selon le niveau d'études



lèges plutôt que les universités mais ces données non scientifiques ne sont pas corroborées par des faits.

Le taux d'inscriptions aux collèges a augmenté plus rapidement qu'aux universités dans les années 1970, car le système collégial prenait de l'expansion. Mais il n'a pas augmenté du tout de 1983 à 1989, après la récession de 1982. Au début de la présente décennie, le nombre d'inscriptions a recommencé à augmenter dans les collèges et pendant la période où celui des universités plafonnait, entre 1992 et 1995, les inscriptions aux collèges ont augmenté de 6 p. cent. Ce qui brouille le tableau, c'est que certains programmes d'un an menant à des certificats d'aptitudes professionnelles ou de métiers exigent aujourd'hui un diplôme d'école secondaire et que les étudiants inscrits à ces programmes, qui étaient naguère comptés dans le secteur des métiers et des écoles professionnelles, sont aujourd'hui comptés dans le secteur collégial.

Le résultat net est que l'écart entre la fréquentation des collèges et celle du premier cycle universitaire s'est quelque peu rétréci. Environ trois étudiants à temps plein sur neuf fréquentaient les collèges en 1971; ils sont aujourd'hui 389 000, soit quatre étudiants au postsecondaire sur neuf.

Mais cela ne représente pas un revirement majeur des schémas de fréquentation des étudiants qui recherchent un diplôme postsecondaire. Même s'il n'est pas possible d'examiner les profils démographiques des étudiants des collèges en détail comme on peut le faire pour les étudiants des universités, il ressort de l'information obtenue de Statistique Canada que ce sont les étudiants plus âgés plutôt que ceux de 18 à 21 ans qui orientent la croissance de la fréquentation des collèges. Les données provisoires de 1994 montrent une légère augmentation du nombre d'étudiants de collège de 18 à 21 ans mais les fonctionnaires de Statistique Canada nous préviennent qu'une partie de la croissance pourrait résulter des changements déjà mentionnés aux définitions des programmes.

De plus, depuis un an ou deux, la croissance du nombre d'inscriptions aux collèges a sérieusement ralenti et les données provisoires de l'automne 1996 montrent le même taux de croissance d'un demi pour cent dans les collèges et les universités.

Une autre théorie qu'on peut oublier est que le tableau est biaisé par le nombre de Canadiens qui vont étudier à l'étranger. Or, d'après les rapports consultés, il semble que leur nombre ait été stable ces dernières années.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture[9] le nombre de Canadiens qui fréquentent des établissements d'enseignement postsecondaire à l'extérieur du Canada est passé de 19 300 au milieu des années 1980 à 27 400 au début des années 1990, donc une augmentation de plus de 40 p. cent. Nous ne disposons pas de données plus récentes de l'UNESCO mais l'Institute for International Education fournit des mises à jour sur les Canadiens qui étudient aux États-Unis. Ces données montrent que leur nombre est demeuré stable, à 23 000, de 1993 à 1995[10]. De tout temps, les É.-U. ont été la destination de plus de 80 p. cent des Canadiens qui allaient étudier à l'étranger, de sorte que les tendances là-bas donnent une très bonne idée de la tendance globale.

Ces données font penser qu'au point exact où la fréquentation des universités canadiennes s'est stabilisée, le nombre de Canadiens qui étudiaient à l'étranger en a fait autant.

Représentant quelque trois pour cent du nombre total d'étudiants au premier cycle à plein temps au Canada, les étudiants étrangers ne peuvent être considérés comme un facteur majeur de la croissance ou du déclin de la fréquentation.

Leur présence enrichit grandement le milieu d'apprentissage du campus et beaucoup d'universités les recrutent énergiquement dans les marchés étrangers mais le nombre d'étrangers au premier cycle à temps plein a atteint son

sommet en 1992 à tout juste 22 000. Le chiffre est tombé à 14 000 en 1987, est remonté à 17 000 en 1991 et a rechuté à tout juste un peu plus de 14 000 en 1995. Les premières données de 1996 suggèrent que les inscriptions d'étudiants étrangers sont demeurées stables au premier cycle.

Conclusions

Aucun facteur ne cause à lui seul le plafonnement actuel des inscriptions au premier cycle à temps plein. Mais presque tous les facteurs corrélés qui influencent la fréquentation convergent vers le statu quo. Ces facteurs sont :

- ❒ la taille de la population des 18 à 21 ans est actuellement stable;
- ❒ l'approbation sociale à l'égard d'un diplôme a connu un sommet et pourrait même être sur le déclin;
- ❒ l'économie n'est pas entièrement remise de la récession de 1992, ne reprend pas grand force et n'a donc pas de répercussions majeures sur la fréquentation;
- ❒ les droits de scolarité ont sensiblement augmenté et constituent un obstacle pour certains étudiants;
- ❒ le revenu des ménages n'a pas augmenté et le taux d'épargne des particuliers connaît une forte baisse;
- ❒ l'aide aux étudiants consiste surtout en prêts depuis quelques années, ce qui amène les ennemis de l'endettement à remettre de plus en plus en question le choix d'aller à l'université;
- ❒ les diplômés récents ont la perspective de ne gagner que le même revenu réel que les diplômés des années 1980;
- ❒ la réduction de l'aide du gouvernement ainsi que les stratégies de gestion de l'offre que les universités ont adoptées pour y répondre ont aussi ralenti la croissance de la fréquentation.

Pour les universités et les décideurs, la question la plus importante est claire : à quels schémas de fréquentation peut-on s'attendre pour l'avenir? À long terme, la réponse dépendra en partie des mesures prises pour supprimer les obstacles aux études universitaires.

À court terme, pour les cinq prochaines années, il est difficile d'imaginer une formidable chute de la participation mais il est également difficile de prévoir une croissance appréciable. La fréquentation demeurera probablement stable.

On tient la croissance pour acquise à cause de près de 20 ans de hausse régulière du nombre d'inscriptions mais il n'est pas réaliste de compter sur une croissance constante; à vrai dire, sans d'importants investissements dans les immobilisations, beaucoup d'universités ne pourraient probablement pas continuer à absorber la croissance. Arriver à l'équilibre, un optimum plutôt qu'un maximum, est un but valable dans un monde où l'on recherche le développement durable.

Malgré la stabilité relative qui caractérise le système global, il y a de larges variations entre les établissements à cause de la façon dont jouent les dimensions de l'offre et de la demande. Certaines universités auront énormément de mal à faire face au niveau actuel d'inscriptions et devront dire adieu à la croissance. Pour d'autres, surtout les universités très sélectives des grands centres métropolitains qui ont un réservoir plus nombreux d'étudiants éventuels, il devrait être plus facile de faire face aux futurs objectifs de fréquentation.

Inventaire fait de certaines causes qui influent sur les décisions des étudiants, il est clair qu'il y a des possibilités d'intervention. Les jeunes gens ont besoin d'une information plus exacte afin que leurs perceptions soient plus près de la réalité.

Le succès relatif des diplômés d'université sur le marché du travail et les types d'emploi qu'une économie mondiale fondée sur la matière grise produit devraient continuer d'agir comme des phares pour les étudiants éventuels. Diffuser des messages plus clairs sur la valeur toujours réelle d'un grade devrait renforcer le pouvoir d'attraction des universités.

Il faut aussi supprimer les obstacles invisibles. Par exemple, le fait que beaucoup d'universités aient atteint leur capacité maximale peut être un obstacle pour les étudiants qui n'ont pas les moyens de fréquenter une université d'une autre ville ou région qui n'aurait pas encore atteint son maximum. Une aide adéquate pourrait atténuer le fardeau financier des étudiants. En même temps, créer un contexte de politiques gouvernementales dans lequel les universités pourraient s'agrandir pour répondre à la demande contribuerait à faire en sorte qu'on ne refuse pas d'étudiants par manque d'espace.

L'orientation future de la recherche

Notre étude descriptive a exploré une gamme de facteurs de l'offre et de la demande qui influent sur la fréquentation de l'université au premier cycle mais nous n'avons pas la prétention d'avoir tout dit. Beaucoup de questions demeurent sans réponse et il est urgent de réunir des données dans certains domaines auxquels on a accordé peu d'attention jusqu'ici.

Il est clair qu'il nous manque des éléments d'information clés qui nous aideraient à repérer des liens importants. Par exemple, les données de Statistique Canada n'ont pas d'identificateur unique qui permette de suivre le parcours d'un étudiant. De plus, faute d'une longue série chronologique sur les années d'études, nous ne pouvons commenter la mesure dans laquelle les tendances de la fréquentation sont dictées par les nouveaux arrivants dans le système ou par une plus longue rétention des étudiants déjà inscrits. Statistique Canada travaille à la création d'un meilleur système d'information sur les étudiants et veut améliorer sa capacité de suivre le parcours des étudiants dans le système actuel. C'est un excellent pas dans la bonne direction.

Aux États-Unis, on fait chaque année depuis 1966 des sondages auprès des classes de première année dans un échantillon national de collèges et d'universités et depuis 1980, des enquêtes de rappel auprès des étudiants, deux ans et quatre ans après leur entrée à l'université. Au Canada, les enquêtes internes auprès des nouveaux étudiants, de tous les étudiants de premier cycle et des promotions sortantes deviennent plus courantes et commencent à produire des détails sur la décision d'entrer à l'université et d'y rester. L'AUCC, le Conseil des universités de l'Ontario et l'Institute for Social Research de l'Université York préparent une enquête nationale auprès des étudiants de premier cycle pour janvier 1998.

Il faut d'autres travaux de recherche sur les facteurs qui influent sur le choix des étudiants. On pourrait ensuite adapter les messages en fonction de ceux qui risquent de changer leur décision à cause d'une information erronée. Il arrive souvent que des étudiants ne connaissent pas ou mal les marchés du travail et la scolarité requise pour y avoir accès. Il leur faut une information meilleure et moins déroutante que celle qu'on leur offre actuellement.

Remerciements

Tous mes remerciements à Sid Gilbert de l'University of Guelph pour toutes les discussions et l'information en retour instructives sur les premières ébauches du dossier. L'auteur est également reconnaissant de l'apport de nombreux registraires et chercheurs des universités membres de l'AUCC à travers le pays et du personnel de la section de l'éducation postsecondaire de Statistique Canada qui lui ont fourni des données et des commentaires constructifs.

La responsabilité de l'analyse et de la présentation de l'information et de toutes erreurs ou omissions est uniquement celle de l'auteur. Les données provisoires des inscriptions de 1995-1996 et de 1996-1997 aux universités ont été réunies par l'AUCC en collaboration avec l'Association des universités de l'Atlantique, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, le Conseil des universités de l'Ontario et un échantillon d'universités de l'Ouest du Canada.

Notes en fin d'article

1. Livingstone, D. W.; Hart, D.; et Davie, L. E., « Public Attitudes Towards Education in Ontario »,dixième sondage de l'IEPO. Institut d'études pédagogiques de l'Ontario : Toronto, 1994, page 32.

2. Doug Giddings, « Youth Employment Diagnostique », Direction générale de la recherche appliquée, Développement des ressources humaines Canada, Ottawa, 1996.

3. Susan Crompton, « Perspectives d'emploi des diplômés du secondaire », L'emploi et le revenu en perspective, Statistique Canada, 7:3, Catalogue 75-991, Automne 1995.

4. « Prendre l'avenir en charge, la jeunesse du Canada dans le monde du travail », pages 18 à 20. Voir aussi «Exploring Canadian Values: Foundations for Well Being», Suzanne Peters, page 39.

5. Voir « Youth and Work in Troubled Times: A Report of Canada in the 1990s », Richard Marquardt Canadian Policy Research Inc., 1996 et « School-Work Transitions: Changing Patterns and Research Needs », Harvey Krahn, document de travail rédigé pour la Direction générale de la recherche appliquée, Développement des ressources humaines Canada, mars 1996.

6. « Perspectives de l'emploi, juillet 1996 », Organisation pour la coopération et le développement économique, Paris, 1996. Tabl. 4.6, page 137.

7. « Revue chronologique de la population active 1996 », données pour tous les étudiants de 20 à 24 ans employés à temps partiel, mais deux autres enquêtes de Statistique Canada révèlent des taux semblables pour les étudiants d'université ces dernières années seulement.

8. Ross Finnie et Saul Schwartz, « Student Loans in Canada: Past, Present, and Future », Institut C.D. Howe, Toronto, 1996.

9. « Annuaire statistique 1995 », Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, page 3-409.

10. « Open doors 1995-96: Report on International Educational Exchange », Institute of International Education, 1996, page 28.

Choix de lectures

D. R. Harley Consultants Ltd., « Final report on consultations in preparation for the 1997 survey of 1995 graduates », pour Développement des ressources humaines Canada, Ottawa, 1996.

Association des Universités et Collèges du Canada, « Orientations : portrait statistique de l'université au Canada », Ottawa, 1996.

Livingstone, D. W., Hart, D., et Davie, L. E., « Public Attitudes Towards Education in Ontario »,dixième sondage de l'IEPO, Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, Toronto, 1994.

Groupe de travail ministériel sur la jeunesse, « Prendre l'avenir en charge, la jeunesse du Canada dans le monde du travail », Ottawa, 1996.

« Making their way: education, training and the labour market in Canada and Britain », dir. par David Ashton et Graham Lowe, Open University Press, 1991.

Ross Finnie et Saul Schwartz, « Student loans in Canada: past, present, and future », Institut C.D. Howe, Toronto, 1996.

« Perspectives de l'emploi juillet 1996 », OCDE, 1996.

Richard Marquardt, « Youth and work in troubled times: a report on Canada in the 1990s », document de travail W-01, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, 1996.

Suzanne Peters, « Exploring Canadian values: foundations for well-being », étude nº F-01, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, 1995.

Gordon Betcherman, René Morissette, « Recent youth labour market experiences in Canada », documents de recherche, nº 63, Direction des études analytiques, Statistique Canada, 1994.

Donald Fisher, Kjell Rubenson, Hans Schuetze, « The role of the university in preparing the labour force: a background analysis », Centre for Policy Studies in Education, University of British Columbia, 1994.

Robert C. Allen, « The economic benefits of post-secondary education and training in B.C.: an outcomes assessment », University of British Columbia, avril 1996.

Linda J. Sax, Alexander W. Astin, William S. Korn, Kathryn M. Mahoney, « The American freshman: national norms for Fall 1995 », Cooperative Institutional Research Program, American Council on Education, University of California, décembre 1995.

« Application Statistics 1995 », Conseil des universités de l'Ontario, Toronto, 1995.

Harvey Krahn, « School-work transitions: changing patterns and research needs », document de travail, University of Alberta, mars 1996.

Doug Giddings, « Youth Employment Diagnostique », Direction générale de la recherche appliquée, Développement des ressources humaines Canada, Ottawa, 1996.

Deborah Sunter, « École, travail et décrochage », L'emploi et le revenu en perspective, cat. 75-001E, Statistique Canada, été 1993 : 44-52.

Deborah Sunter, « Les jeunes en attente », L'emploi et le revenu en perspective, cat. 75-001E, trimestriel, Statistique Canada, printemps 1994 : 31-36.

Susan Crompton, « Perspectives d'emploi des diplômés du secondaire », Revue trimestrielle de l'éducation, cat. 81-003-XPB, 3:1, Statistique Canada, printemps 1996 : 8-19.

Arnaud Sales, Réjean Drolet, Isabelle Bonneau, Gilles Simard, Frédéric Kuzminski, « Le monde étudiant à la fin du XX^{e} siècle : rapport final sur les conditions de vie des étudiants universitaires dans les années quatre-vingt-dix », présenté au ministère de l'Éducation du Gouvernement du Québec, Département de sociologie, Université de Montréal, mai 1996.

RECHERCHE

Les *Dossiers de recherche* de l'AUCC sont de brefs exposés qui portent sur des questions d'actualité en enseignement supérieur.

Les titres antérieurs des *Dossiers de recherche* sont *Pour un enseignement de qualité : la taille de la classe a-t-elle de l'importance?, Introduction aux indicateurs de rendement, La liberté universitaire et l'université canadienne* et *L'infrastructure de la recherche universitaire.*

Les *Dossiers de recherche* sont publiés quatre fois par année par la division de Recherche et analyse de politiques de l'AUCC. La division accueille vos commentaires ainsi que vos suggestions de thèmes à traiter. Pour obtenir de plus amples renseignements, on voudra bien s'adresser au directeur de la division, M. Robert Davidson, au (613) 563-1236 poste 202 ou par courriel à rdavidso@aucc.ca.

Cette publication est disponible en français et en anglais. Pour commander veuillez consulter la dernière page de ce *Dossier de recherche.*

Lisez judicieusement. Parlez en connaissance de cause.

Commandez les publications de l'AUCC dès aujourd'hui...

Dossier de recherche

De courts documents d'exploration des questions d'actualité en enseignement supérieur. Les sujets de la série antérieure étaient la taille des classes, les indicateurs de rendement, la liberté universitaire et l'infrastructure de la recherche universitaire. Le premier de la série de 1997 (4 numéros) traite de la prévision des inscriptions au premier cycle.

Disponible en anglais ou en français. Quatre dossiers par année. ISSN 1201-639X. Prix d'abonnement de la série de 1997 (4 numéros) : 60 $ (Canada), 63 $ (É.-U.), 67 $ (autres pays). Prix des numéros individuels de la série de 1997: 20 $ (Canada), 23 $ (É.-U.), 27 $ (autres pays). Prix de chaque numéro de la série de 1996 : 3 $ (Canada), 5 $ (É.-U.), 10 $ (autres pays).

Affaires Universitaires

Affaires Universitaires est le premier périodique de l'enseignement supérieur au Canada et couvre de façon objective et instructive les plus récentes questions qui marquent la vie de nos campus. C'est la plus grande source d'offres d'emploi pour la communauté universitaire du Canada.

Bilingue. 10 livraisons (aucune en juin et août). ISSN 0041-9527. Abonnement annuel : Canada 35 $; É.-U. 49 $; autres pays 75 $. Aucun paiement pour les professeurs, administrateurs et étudiants si envoyé à l'adresse d'une université membre de l'AUCC.

Le Répertoire des universités canadiennes

Le *Répertoire des universités canadiennes* est le seul guide officiel de plus de 10 000 programmes universitaires d'un océan à l'autre. Cet ouvrage de référence en un volume aide les étudiants à trouver les universités et les programmes qui répondent à leurs besoins et donne des détails sur le caractère et la taille de chaque établissement, les frais, les possibilités de logement, le nombre d'inscriptions et les services. Le répertoire contient aussi un guide pour l'évaluation des diplômes et des unités de cours.

Bilingue. Annuel. Paraît à l'été. ISSN 0706-2338. Édition de 1996-1997 : Canada 42 $; É.-U. 47 $;autres pays 57 $.

Bottin des universités

Le *Bottin des universités* vous offre une liste commode des noms, titres, adresses, numéros de téléphone et de télécopieur directs et adresses électroniques de plus de 7 000 dirigeants et administrateurs d'université. Il vous met en contact sans délai avec la bonne personne : le moyen le plus efficace d'obtenir des réponses et une action.

Bilingue. Annuel. Paraît à l'automne. ISSN 0847-3536. Édition de 1996-1997 : Canada 42 $; É.-U. 47 $; autres pays 57 $.

Orientations : portrait statistique de l'université au Canada

Orientations contient des analyses fouillées et éclairées sur les tendances émergentes dans cinq domaines d'intérêt. Vous trouverez des graphiques et des données textuelles sur les inscriptions, la diplomation, le corps professoral, les finances et la recherche. Une disquette de tableaux statistiques est incluse. Un ouvrage de référence indispensable.

Vendu en anglais ou en français. ISSN 0847-5482. Édition de 1996 : Canada 28 $; É.-U. 31 $;autres pays 45 $.

Le nouveau monde de la communication savante - les défis et les choix du Canada.

Depuis 1994, l'AUCC et l'Association des bibliothèques de recherche du Canada ont étudié les difficultés qu'éprouvait la communication savante. En novembre 1996, le groupe de travail de l'AUCC et de l'ABRC a déposé le présent rapport, contenant ses recommandations, pour que les bibliothèques universitaires puissent continuer à épauler la recherche et les travaux savants des universités.

Bilingue. ISBN 0-88876-180-5. Gratuit.

UniMonde

Un encart semestriel dans *Affaires Universitaires* sur les activités des universités canadiennes en coopération internationale. Profil de découvertes récentes et de nouvelles initiatives de chercheurs canadiens avec des partenaires de pays en développement. Chaque livraison a un thème différent.

Bilingue. Deux livraisons par année (automne, printemps). ISSN 1183-725-X. Disponible avec l'abonnement à *Affaires Universitaires*. Abonnement annuel : Canada 35 $; É.-U. 49 $; autres pays 75 $. Aucun paiement pour les professeurs, administrateurs et étudiants si expédié à l'adresse d'une université membre de l'AUCC.

Appelez le service des publications de l'AUCC pour commander ces ouvrages et d'autres documents essentiels.

(613) 563-1236 poste 205
(commandes avec carte de crédit seulement)
Telec. : (613) 563-9745
Courriel : sales@aucc.ca
World Wide Web: http://www.aucc.ca

Le prix des publications comprend l'expédition, la manutention et toutes les taxes applicables. La vente est ferme. Le paiement doit accompagner la commande. Pas de bons de commande. Les paiements venant de l'étranger doivent être faits par carte de crédit ou mandat-poste international en dollars canadiens.

RECHERCHE

Volume 2, numéro 1
Avril 1997

Copyright : Association des Universités et Collèges du Canada

ISSN 1201 639X

Commandes :
Service des publications
AUCC
350, rue Albert, bureau 600
Ottawa (Ontario) K1R 1B1

Association des Universités et Collèges du Canada
Association of Universities and Colleges of Canada